

# « La mauvaise réputation »

## L'image de la Suisse dans le monde

●●● **Christophe Büchi**, Lausanne  
Journaliste

*Par les temps qui courent, on entend souvent dire que l'image de notre pays à l'étranger n'est plus aussi bonne qu'autrefois. D'innombrables journalistes, publicistes, politiciens et professeurs, ainsi que des communicateurs et consultants en tous genres, se sont penchés sur cette image, pour arriver à la conclusion qu'elle est tout bonnement calamiteuse. Mais cette conclusion, pour être fréquente, est-elle juste ? Si oui, pourquoi ? Et est-ce vraiment grave ?*

Une remarque générale avant d'aborder le cas de la Suisse : l'obsession de sa propre image a quelque chose d'irritant et de dangereux. Ne fait-elle pas penser à ce pastoureau de la Grèce antique penché amoureuxment sur l'eau reflétant son beau visage ? Son nom : Narcisse. La mythologie grecque et la psychanalyse nous mettent en garde : Narcisse va à la dérive.

Ensuite, une petite réflexion sémantique : que veut-on dire en prétendant qu'une image est mauvaise ? En général, nous entendons par là que l'auteur de l'image - donc le peintre, le photographe, etc. - a mal travaillé ou qu'il est carrément un incapable ; nous ne sous-entendons pas que le sujet représenté est laid. En revanche, lorsque nous affirmons que « l'image de la Suisse est mauvaise », nous ne voulons pas, en général, porter un jugement de valeur sur ceux qui parlent de la Suisse, mais bien sur la Suisse elle-même. Mais alors, ne vaudrait-il pas mieux parler de la réputation du pays ?

### Un concept-amalgame

La question peut dès lors être formulée ainsi : la Suisse a-t-elle une mauvaise réputation dans le monde ? Cette ques-

tion en amène tout de suite une autre : réputation auprès de qui ? Comme le ci-devant rédacteur en chef du quotidien *Le Temps*, Jean-Jacques Roth, l'a finement remarqué, l'image d'un pays se compose toujours d'une multitude de facettes, variées et contrastées. De plus, la position de celui qui la regarde joue un rôle essentiel. Un exemple, la Suisse passe souvent (à juste titre ou pas) pour un « paradis fiscal » : cela lui vaut une mauvaise réputation auprès de ceux qui trouvent que les riches ne paient pas assez d'impôts, et une bonne auprès de ceux qui pensent que les Etats « pompent » trop les citoyens.

La réputation d'un pays n'est donc pas une donnée clairement définissable et mesurable. La Suisse a ses détracteurs et ses admirateurs, comme les autres nations. De plus, sa réputation est dépendante de l'actualité et fluctue en permanence.

Une autre question se pose alors : comment évalue-t-on la réputation d'un pays ? La plupart du temps, les milieux intéressés à mesurer la popularité d'une nation s'appuient pour leurs analyses sur ce qui se dit dans les médias étrangers. Ils partent de l'idée, fort discutable, que l'opinion publique et l'opinion publiée sont une même chose. Ainsi l'organisation Présence suisse, chargée par le Dé-

partement fédéral des affaires étrangères (DFAE) de suivre l'évolution de l'image de la Suisse, procède-t-elle régulièrement à des analyses des médias dans des pays-clés comme la France, l'Allemagne et les Etats-Unis. Une de ces analyses, qui soit dit en passant coûtent pas mal d'argent, a révélé qu'en 2009 beaucoup de médias étrangers ont parlé de la votation sur les minarets et de la crise de l'UBS, et cela en des termes souvent critiques (sans blague !). Est-ce vraiment la preuve que la Suisse a mauvaise réputation ? S'il est indéniable que les médias étrangers ne sont pas tendres avec la Suisse, ils ne sont pas censés l'être. De quel pays pourrait-on vraiment dire qu'il a bonne presse sur le plan international ?

La France est régulièrement fustigée et raillée pour l'inefficacité de son système social et économique et pour les fantaisies de son président. Les Etats-Unis ont certes vu leur cote grimper sur le plan international depuis l'arrivée du président Obama, mais peut-on vraiment dire qu'ils aient une bonne réputation dans le monde ? On les craint, sans aucun doute, mais la crainte fait-elle une bonne réputation ?

Et que dire de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne ? Même l'Italie, qui fait souvent image de « chouchou » sur le plan international, n'a plus bonne presse depuis que Silvio Berlusconi préside à ses destinées et qu'on fait la chasse aux Noirs et aux Maghrébins dans les rues de Calabre. Bref, les seuls pays dont on peut dire qu'ils ne sont pas critiqués par les médias internationaux sont ceux dont ils ne parlent pas.

Les médias, sans aucun doute, influencent l'opinion publique, mais ils ne sont pas l'opinion publique. Cela est aussi valable concernant la Suisse. Il est intéressant de noter que la réputation de notre pays auprès des populations étran-

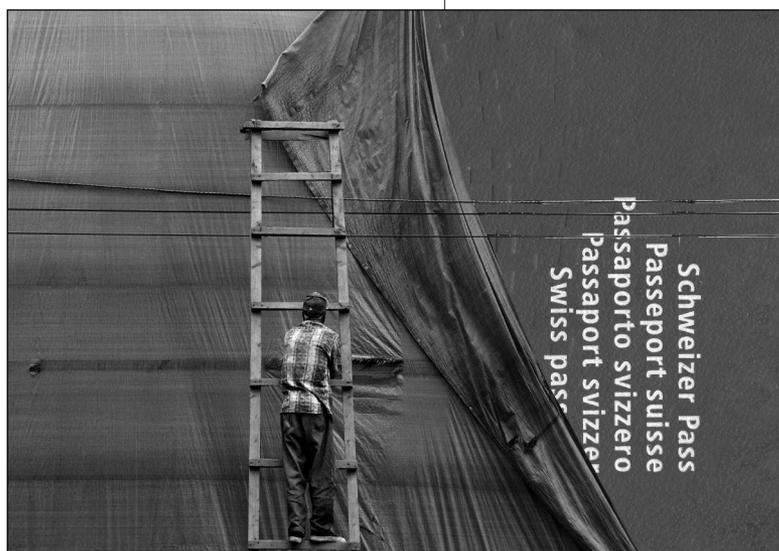
gères souffre peu de ce que les médias en disent. Dans les sondages d'opinion comparatifs effectués sur le plan international, la Suisse fait régulièrement partie des pays jugés le plus favorablement.

## Un annus horribilis

Pour toutes ces raisons, les lamentations au sujet de la mauvaise image de la Suisse nous laissent bien sceptiques. Cela dit, il ne s'agit pas ici de « botter en touche » et de déclarer toute réflexion à ce sujet dénuée d'intérêt. Il est vrai que la Suisse traverse une phase de turbulences - ce qui influence la perception de notre pays par les étrangers, et plus encore par les Suisses eux-mêmes.

Les troubles ont commencé en 2001, *annus horribilis* non seulement sur le plan international (qui ne se souviendrait pas du fameux 11 septembre ?) mais en particulier pour notre paisible Helvétie. Le *grounding* des avions de Swissair, qui restèrent collés au sol faute de carburant et d'autre liquide (les grandes

société



banques ayant coupé le robinet et les lignes de crédit), obligea des touristes du monde entier à transformer l'aéroport *unique* de Zurich en caravansérail improvisé. Ce qui créa un traumatisme national et suscita l'incrédulité, mêlée d'un peu de *Schadenfreude*, des étrangers. L'image de la Suisse, ce pays réglé comme un chronographe avec calendrier perpétuel et phases de lune, s'est sinon brisée, du moins fêlée ce jour-là. L'année terrible, cela a été aussi le massacre de Zoug, lorsqu'un forcené a ouvert le feu sur le Grand conseil de ce petit canton, tuant plusieurs parlementaires. Là aussi, une particularité suisse - le fait que la vie politique se déroule en public, quasiment sans protection - a été touchée, violée. La violence ordinaire l'a emporté, l'espace de quelques jours, sur la paix civile ; le pays du consensus et de la concordance a redécouvert sa fragilité.

Et puis, la même année, un incendie dans le tunnel routier du Gothard, symbole de la haute technologie et axe de la transhumance moderne, a lui aussi rappelé aux Suisses qu'ils font partie du monde, avec tous les dangers qu'il comporte.

## Le symbole UBS

De nouvelles difficultés sont survenues avec la crise financière internationale qui a éclaté en 2007. D'une part, l'UBS, figure de proue du capitalisme suisse et de ses visées mondiales, s'est révélée être une des banques les plus engagées dans les activités à haut risque, endommageant ainsi la réputation de la Suisse comme pays où sûreté, assurance et prudence sont des maîtres-mots. De plus, la stratégie agressive des Golden Boys de l'UBS dans la gestion de fortune, qui durant l'ère Ospel ont délibérément violé la législation des Etats-

Unis, a rendu le secret bancaire à la suisse définitivement suspect aux yeux du public international et des Etats. Certes, ces troubles ont été le fait d'une entreprise privée, dirigée par un management multinational et agissant sur le plan mondial. Mais l'UBS, comme la défunte Swissair (dont les restes ont fini dans les mains de la société allemande Lufthansa), n'est pas n'importe quelle entreprise. Les déboires de cette banque, qui revendique ses origines jusque dans son appellation, ont coûté cher à la Suisse, non seulement en termes financiers, mais également en termes d'image. Ils ont nui à sa réputation de sérieux et révélé qu'elle est exposée à un risque majeur du fait de la taille démesurée de son secteur bancaire.

## L'affaire des minarets

S'il paraît injuste de tenir les Suisses collectivement responsables des agissements d'une grande banque internationale et largement américanisée, les citoyens de ce pays ne peuvent pas en revanche se dégager de leur implication concernant l'issue de la votation fédérale sur les minarets. En acceptant, fin 2009, une initiative populaire demandant l'interdiction de construire de nouveaux minarets (et non pas, rappelons-le, de détruire les minarets déjà existants), les citoyens suisses ont pris une décision lourde de conséquences, non pas tant sur le plan pratique, mais sur le plan symbolique. Ce vote a valu à la Suisse l'incompréhension et la critique du monde musulman, tout comme de pays occidentaux.

La majorité des citoyens qui ont voté pour cette initiative voulaient probablement exprimer une vague inquiétude face à un certain islam militant et ne se

sont pas rendu compte des conséquences qu'un tel vote pourrait avoir sur le plan international. Ses chances d'acceptation ont, du reste, été largement sous-estimées par le monde politique et les sondeurs attirés. Quoiqu'il en soit, l'interdiction de construire de nouveaux minarets figure maintenant dans la Constitution fédérale (du moins jusqu'à ce qu'une initiative demandant d'interdire l'interdiction soit acceptée). Et la Suisse doit apprendre à vivre avec la critique.

Pour compléter le tableau, deux autres affaires ont propulsé récemment notre pays sur le devant de la scène internationale : l'affaire Polanski et l'affaire Kadhafi. Dans ces deux cas, les autorités suisses n'ont pas toujours fait preuve, certes, d'une grande agilité, mais il n'est pas sûr qu'elles auraient pu faire beaucoup mieux. Toujours est-il que la discrète Helvétie, qui suivait autrefois habilement l'adage *Pour vivre heureux, vivons cachés*, se voit dorénavant obligée de se montrer, de s'expliquer, de se battre. Reconnaissons que ce ne sont pas là ses points forts.

## Le syndrome helvétique

La Suisse, pays autrefois sans histoires et apparemment hors de l'histoire, est de plus en plus rattrapée par la marche du monde. Cela ne signifie pas qu'elle ait mauvaise réputation : au contraire, aux yeux de beaucoup de gens vivant dans des conditions autrement difficiles, la Suisse reste toujours un pays bien géré et où il fait bon vivre. Cependant, elle n'apparaît plus comme une île des Bienheureux où les lois qui régissent l'Univers seraient suspendues. Est-ce vraiment un mal ? Non. Nous ne pouvons pas demander, à l'interne, qu'on cesse de considérer la Suisse comme

un *Sonderfall*, un cas à part, et espérer en même temps que l'étranger continue à nous voir comme un pays d'exception et exceptionnel. Cessons de vouloir être aimés et adulés par le monde entier. Il suffit que l'étranger considère la Suisse comme un pays avec de bons et de mauvais côtés, comme tous les pays, comme tout le monde. L'interrogation anxieuse sur l'image de la Suisse et l'affirmation récurrente que cette image est mauvaise traduisent notre difficulté à prendre congé de l'idée que notre nation est un cas à part. C'est une tentation très suisse de vouloir être exceptionnel, si ce n'est de façon positive, alors de façon négative. Gardons-nous de ce syndrome helvétique. Si nous ne pouvons pas être les meilleurs, cela ne signifie pas que nous sommes les pires. Et si nous ne sommes pas aimés par tout le monde, nous ne sommes pas pour autant détestés de tous.

Chr. B.

société

## Semaine romande de musique et de liturgie

### Abbaye de St-Maurice du 12 au 18 juillet 2010

- Ateliers de chant choral, chant grégorien, solfège, psalmodie, animation liturgique, orgue, ainsi que de conception musicale d'une célébration.
- Atelier centré sur les veillées de prières et célébration de funérailles.
- Atelier consacré à la découverte de grandes œuvres musicales par l'écoute.
- Offre de cours individuels.

Renseignements et inscriptions :

[www.srml.ch](http://www.srml.ch)

Secrétariat SRML, CP 58, 1890 St-Maurice

☎ ++41(0) 24 485 11 28

e-mail : [secretariat@srml.ch](mailto:secretariat@srml.ch)